

Questions orales

selon l'Accord de libre-échange, le gouvernement a promis de maintenir et même d'augmenter le nombre d'emplois dans cette province, qu'est-ce que le gouvernement est prêt à faire pour protéger ces emplois industriels qui sont très importants pour la province de Québec?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, nous sommes confiants que l'usine est bien placée pour assurer le succès de nouveaux produits, ce qui permettra une viabilité à long terme. Nous avons un problème avec le marché à court terme, pas à long terme.

[Traduction]

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, le gouvernement n'hésite pas à donner des chiffres sur la création d'emplois, mais quand vient le moment de répondre à des questions sur la fermeture d'usines ou la perte d'emplois, il n'a rien à dire.

Les travailleurs de Sainte-Thérèse veulent savoir ce que le gouvernement va faire pour protéger ces 1 700 emplois. Dites-nous donc ce que vous allez faire.

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, la ministre des Relations extérieures, qui est maintenant à Sainte-Thérèse, dans sa circonscription, est en liaison constante avec la direction de l'usine et les syndicats depuis trois jours. Elle espère qu'ils conviendront que la meilleure solution à long terme réside dans la mise au point de nouveaux produits. L'usine est l'une des meilleures dans le monde entier. Elle dispose d'équipements des plus modernes. Ses perspectives d'avenir sont excellentes. Il ne faut pas sombrer dans le pessimisme; au contraire, tous les espoirs sont permis.

* * *

LA LITUANIE

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures concernant la présence militaire accrue de l'Union soviétique en Lituanie. L'intervention des forces soviétiques et les actes d'intimidation observés en Lituanie au cours du week-end sont manifestement nuisibles.

Le ministre a-t-il fait d'autres démarches auprès de M. Chevardnadze pour qu'il exhorte les deux camps à dialoguer et à négocier un règlement pacifique et acceptable? Je répète, monsieur le Président, pour négocier un règlement pacifique et acceptable. Reçoit-il toujours de l'U-

nion soviétique le même message, soit il n'y aura pas de mesures de répression?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je communique régulièrement avec M. Chevardnadze, mais je ne me suis pas entretenu avec lui depuis les événements du week-end. Le député sait que, en fait, certains progrès réalisés en Lituanie autorisent peut-être un certain optimisme. Plus tôt aujourd'hui, les autorités lituaniennes et des officiers militaires soviétiques se sont rencontrés; il semble que l'armée soviétique ait maintenant convenu d'aviser Vilnius de tout mouvement de troupes sur le territoire lituanien. Cela laisse peut-être croire que les deux camps s'acheminent vers le genre de discussions et de négociations qu'ils ont tous deux évoqués et qui, tous les députés de la Chambre l'espèrent, permettront de régler le conflit.

Je surveille très étroitement la situation. Vendredi, j'ai eu la possibilité de consulter d'autres députés de la Chambre qui ont séjourné en Lituanie. J'ai hâte de pouvoir m'entretenir directement avec le député et je tiendrai la Chambre au courant des faits.

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, je félicite le ministre de traiter ce dossier très important en toute impartialité.

Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Le 19 mars, des Canadiens d'origine lituanienne ont demandé la tenue d'une réunion d'urgence avec le premier ministre pour discuter de la crise en Lituanie. La fin de semaine dernière, des Canadiens lituaniens ont ouvert un centre d'urgence dans ma circonscription pour suivre l'évolution des événements en Lituanie et pour voir s'ils peuvent offrir une aide humanitaire. Des membres de la fédération des jeunes Canadiens d'origine lituanienne sont en route pour Ottawa et feront une manifestation pacifique sur la colline du Parlement pour implorer le Canada d'appuyer l'indépendance de la Lituanie.

Jusqu'à 14 heures aujourd'hui, ni le premier ministre ni le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ni son secrétaire parlementaire n'avaient eu le temps de rencontrer des représentants de la communauté canadienne d'origine lituanienne. Ce n'est pas un reproche que je leurs fais. Monsieur le Président, nous savons tous à quel point les députés sont occupés. Le premier ministre acceptera-t-il de rencontrer les dirigeants de la communauté canadienne d'origine lituanienne aujourd'hui ou demain au plus tard?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, les députés savent que le premier ministre était en visite officielle au Mexique à la date mentionnée; il était donc hors du pays. Le premier ministre et moi suivons régulièrement l'évolu-